



RAPPORT ANNUEL

2015



CROIX-ROUGE DU BURUNDI

Rohero I, 18 AV. des Etats-Unis, BP. 324 Bujumbura - Tél: + 257 22 21 11 01

E-mail: croixrougebi@yahoo.fr Site web: www.croixrougeburundi.org

Bujumbura, Janvier 2016

TABLE DES MATIERES

i.	SIGLES ET ABREVIATIONS.....	3
ii.	LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU MOUVEMENT.....	5
iii.	VISION, MISSION ET MANDAT.....	7
iv.	AVANT-PROPOS.....	8
v.	RESUME EXECUTIF.....	10
I.	DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES.....	11
	I.1. Professionnalisation des volontaires et du staff.....	11
	I.2. Autonomisation décisionnelle et opérationnelle.....	12
	I.3. Reconnaissance de la CRB comme auxiliaire des pouvoirs publics.....	14
II.	POUR UNE RESILIENCE A TOUS LES NIVEAUX.....	15
	II.1. Résilience individuelle.....	15
	II.2. Résilience communautaire.....	15
III.	PROMOTION DES COMPORTEMENTS SAINS ET SURS.....	18
	III.1. Amélioration des conditions de vie.....	18
	III.2. Comportements sains et sûrs.....	19
IV.	20
V.	DIGNITE HUMAINE D'ABORD.....	21
	IV.1. Intégration des plus vulnérables.....	21
	IV.2. Cohabitation pacifique.....	22
	IV.3. Promotion de l'entraide communautaire.....	23
	IV.4. Promotion des valeurs humanitaires.....	23
V.	DEVELOPPEMENT DU CONCEPT MENAGE MODELE.....	25
ANNEXES.....		28
	1. RAPPORT FINANCIER AU 31/12/2015/RAPPORT ANNUEL.....	29
	2. Rapport final du Plan de contingence élections 2015.....	31

i. SIGLES ET ABREVIATIONS

AEP	: Adduction d'Eau Potable
ATPC	: Assainissement Total Piloté par la Communauté
BOCA	: Branch Organizational Capacities Assessment
BPS	: Bureau Provincial de Santé
CAM	: Carte d'Assistance Maladie
CDS	: Centre de Santé
CICR	: Comité International de la Croix-Rouge
CMK	: Centre Médical de Kinindo
CNTS	: Centre National de Transfusion Sanguine
CPN	: Consultation Périnatale
CR	: Croix-Rouge
CRB	: Croix-Rouge du Burundi
CRBe-FR	: Croix-Rouge de Belgique, Communauté Francophone
EP	: Ecole Primaire
ECOSAN	: Ecological Sanitation Latrine
EVC	: Evaluation des Vulnérabilités et des Capacités
FOSA	: Formation Sanitaire
IGR	: Initiatives Génératrices de Revenus
MIILDA	: Moustiquaire Imprégnée d'Insecticide à Longue Durée d'Action
NH	: Normes Humanitaires
OD	: Organizational Development
PA	: Plan d'action
PCE	: Plan de Contingence Elections
PE	: Protection de l'Enfance
PFo	: Point Focal
PFs	: Principes Fondamentaux
PHAST	: Participatory Hygiene and Sanitation Transformation
PMER	: Planning, Monitoring, Evaluation and Reporting
PTME	: Prévention de la Transmission (du VIH/SIDA) Mère Enfant
PS	: Premiers Secours

PSSBC	: Premiers Secours de Santé à Base Communautaire
PVVIH	: Personne Vivant avec le Virus d'Immunodéficience Humaine
PVVS	: Personne Vivant avec le VIH/SIDA
MCR	: Message Croix-Rouge
RLF	: Rétablissement des Liens Familiaux
RRC	: Réduction de Risques de Catastrophes
RSE	: Réinsertion Socio-économique
SAP	: Système d'Alerte Précoce
SCEP	: Système de Collecte des Eaux Pluviales
Scom	: Secrétaire Communal

ii. LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU MOUVEMENT

Les sept Principes fondamentaux régissent l'activité de tous les employés et volontaires de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à travers le monde. Adoptés en 1965, ils définissent le cadre de leur action humanitaire et servent de référence pour promouvoir les idéaux et les valeurs humanitaires du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Humanité

Né du souci de porter secours sans discrimination aux blessés des champs de bataille, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, sous son aspect international et national, s'efforce de prévenir et d'alléger en toutes circonstances les souffrances des hommes. Il tend à protéger la vie et la santé ainsi qu'à faire respecter la personne humaine. Il favorise la compréhension mutuelle, l'amitié, la coopération et une paix durable entre tous les peuples.

Impartialité

Il ne fait aucune distinction de nationalité, de race, de religion, de condition sociale et d'appartenance politique. Il s'applique seulement à secourir les individus à la mesure de leur souffrance et à subvenir par priorité aux détresses les plus urgentes.

Neutralité

Afin de garder la confiance de tous, le Mouvement s'abstient de prendre part aux hostilités et, en tout temps, aux controverses d'ordre politique, racial, religieux et idéologique.

Indépendance

Le Mouvement est indépendant. Auxiliaires des pouvoirs publics dans leurs activités humanitaires et soumises aux lois qui régissent leurs pays respectifs, les Sociétés nationales doivent pourtant conserver une autonomie qui leur permette d'agir toujours selon les principes du Mouvement.

Volontariat

Il est un mouvement de secours volontaire et désintéressé.

Unité

Il ne peut y avoir qu'une seule Société de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge dans un même pays. Elle doit être ouverte à tous et étendre son action humanitaire au territoire entier.

Universalité

Le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, au sein duquel toutes les Sociétés ont des droits égaux et le devoir de s'entraider, est universel.

NOS VALEURS

Elles étayent les principes fondamentaux :

- **Les personnes :**

Nous nous employons à développer les capacités des personnes et des communautés vulnérables d'agir dans la solidarité afin de réduire les menaces pour la vie et la dignité humaines et de créer un présent et un avenir meilleurs.

- **L'intégrité :**

Nous agissons conformément à nos principes et valeurs humanitaires de façon ouverte et transparente, sans porter atteinte à nos emblèmes et à l'indépendance, l'impartialité et la neutralité qu'ils représentent.

- **La diversité :**

Nous sommes attachés à la diversité des communautés que nous servons, de nos volontaires et employés, de nos Sociétés Nationales et de nos partenaires. C'est la condition de la non-discrimination et de notre principe d'universalité.

- **Leadership :**

Nous nous efforçons de fournir une impulsion mobilisatrice et l'excellence dans nos domaines d'action essentiels en faisant connaître les questions humanitaires et la qualité de nos interventions dans le monde.

- **L'innovation :**

Nous sommes attachés à notre histoire et notre tradition communes, mais avons aussi comme devoir de trouver des solutions, novatrices et durables aux problèmes qui menacent la dignité humaine dans une société qui change.

iii. VISION, MISSION ET MANDAT

1. NOTRE VISION

La Société Nationale se veut être le leader de l'humanitaire au Burundi en fournissant des services de qualité pour prévenir et alléger les souffrances des plus vulnérable

2. NOTRE MISSION

Initier et mettre en œuvre des programmes dans le but de prévenir et d'alléger les souffrances humaines par la mobilisation et l'assistance de la communauté à travers tout le pays.

3. NOTRE MANDAT

Société de secours volontaire, la SN de la Croix – Rouge du Burundi a le mandat d'agir comme auxiliaire des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire.

iv. AVANT-PROPOS

Depuis des années, la Croix-Rouge du Burundi s'acquitte régulièrement de son devoir de rendre compte. Le Rapport Annuel 2015 qu'elle a l'honneur de présenter répond à ce souci. C'est un Rapport d'activités réalisées dans un contexte qu'il importe de broser dans quelques lignes.

L'année 2015 est une année pour le moins spéciale. C'est, en effet, une année qui a vu la mise en œuvre du Plan de Contingence Elections 2015. Ce Plan de Contingence reprenait les actions à exécuter avant, pendant et après les élections.

Avant les élections, la Croix-Rouge du Burundi a mis en place des activités de préparation et de prévention. Ainsi, des messages de paix et de cohabitation pacifique du Président de la Croix-Rouge du Burundi ont été développés et envoyés à toutes les Unités Collinaires. L'intérêt de ces messages était de montrer aux volontaires de la CRB le comportement responsable à adopter pendant le processus électoral. Des jeunes volontaires représentant toutes les Branches du pays ont été formés sur la Gestion Pacifique des Conflits. Et par effet induit, ces volontaires devaient influencer les communautés par rapport au comportement à adopter pendant ce processus électoral. La Croix-Rouge du Burundi a aussi renforcé ses équipes de prévention, de gestion et réponse et multiplier les exercices de simulation. Ces équipes ont bénéficié des équipements nécessaires pour bien répondre à leur mission. Des stocks stratégiques ont par ailleurs été décentralisés et approvisionnés pour parer à toute éventualité.

La Croix-Rouge du Burundi a, par ailleurs, assuré la couverture sanitaire pendant tout le processus électoral. Les élections de 2015 ont été suivies, il faut le rappeler, de troubles civils. La Croix-Rouge du Burundi a fait de son mieux pour alléger les souffrances des plus vulnérables en évacuant vers les structures de soins les blessés de tout bord. Dans ce travail, elle a agi en synergie avec les autres acteurs de l'humanitaire au sein et en dehors du Mouvement CR.

Ces troubles civils ont provoqué le départ de certains Burundais vers les pays voisins. Afin de bien veiller à leurs biens et les accueillir dans de bonnes conditions, une fois rentrés au pays, la Croix-Rouge du Burundi a lancé deux campagnes importantes : Campagne pour la protection des biens des réfugiés et Campagne pour le monitoring des mouvements de population. La première campagne visait la sensibilisation des communautés à travers les volontaires des Unités Collinaires pour protéger les biens laissés par leurs voisins. Les effets ont été positifs. Pour le monitoring des mouvements de population, le souci majeur était de bien être informé sur le retour des Burundais afin de mener des activités de réinsertion socio-économique. Les activités liées à cette campagne se poursuivent.

L'année 2015 aura également été une année d'évaluation de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2014-2017. En effet, à la fin de sa 2^{ème} année d'implémentation, la revue de ce Plan Stratégique s'imposait. La Croix-Rouge du Burundi est très satisfaite de l'état de sa mise en œuvre. Elle est confiante qu'elle continuera à encore enregistrer davantage de succès avec la deuxième phase du Plan Stratégique 2014-2017.

Avec le même Plan Stratégique 2014-2017, la Croix-Rouge du Burundi a mis un accent très particulier sur le Ménage Modèle. La Société Nationale est convaincue que le développement durable et pérenne doit impérativement passer par les ménages. C'est pour cette raison qu'elle met toutes ses énergies dans le développement de ménages modèles. Pour être reconnu comme tel, un ménage doit remplir une série de critères développés et promus par la Croix-Rouge du Burundi. L'année 2015 a consacré l'évaluation de ces critères. Le constat est que la Croix-Rouge du Burundi est très avancée dans la promotion de ces critères, si bien que les premiers ménages modèles seront certifiés en 2016. L'ambition de la Croix-Rouge du Burundi est qu'au moins chaque Unité Collinaire compte 15 ménages modèles, à horizon 2017.

Enfin, la Croix-Rouge du Burundi s'est vue confrontée au Phénomène El Nino. Les spécialistes de la météorologie ont lancé une alerte vers le 3ème trimestre 2015. Ce phénomène devait s'accompagner de fortes précipitations doublées d'inondations. La Croix-Rouge du Burundi a pris ce phénomène à bras-le-corps. Elle a ainsi élaboré un Plan de réponse inclusif et multisectoriel et un plan de communication et d'alerte. La Croix-Rouge du Burundi a vite fait d'organiser un atelier de sensibilisation des responsables administratifs des 11 provinces à risque, les Secrétaires Provinciaux de la CRB et les points focaux gestion des catastrophes. Elle s'est aussi mise à la redynamisation des plateformes provinciales ainsi que le prépositionnement des stocks stratégiques dans les provinces à risque. La Croix-Rouge du Burundi a déjà enregistré des inondations à Rutunga, Nyaruhongoka et dans certaines provinces du pays. Les victimes de ces inondations sont assistées dans les sites de Gitaza et de Cashi. Une synergie des différents acteurs humanitaires sera la clé de réussite pour répondre efficacement à ce phénomène.

Le Rapport Annuel 2015 touche à tous ces points et aux autres. Bonne lecture



Pamphile KANTABAZI
Président

v. RESUME EXECUTIF

L'année 2015 est la deuxième année de mise en œuvre du Plan Stratégique 2014-2017. Elle constitue par conséquent la période de revue à mi-parcours du Plan Stratégique de la SN. Le présent rapport met un focus sur les principaux domaines d'intervention contenus dans le Plan Stratégique à savoir : le développement des ressources, la résilience à tous les niveaux, la promotion des comportements sains et sûrs, la promotion de la dignité humaine et les autres valeurs et normes humanitaires.

Concernant le développement des ressources, quatre thématiques ont été développées par la SN en 2015. Dans un premier temps, une attention particulière a été mise sur la professionnalisation des volontaires et staff. Afin d'apporter une réponse de qualité et en temps utile dans différentes interventions de la SN, la professionnalisation du réseau des volontaires et du staff s'est révélée incontournable. La formation des volontaires en métiers utiles pour le développement communautaire, la mise en place des équipes de prévention, préparation et réponse, l'encadrement de ces équipes par les structures décentralisées ont été des points d'attention pour l'année 2015.

L'autonomisation opérationnelle et décisionnelle des structures CRB s'est matérialisée par la mobilisation des ressources à tous les niveaux, la construction des nouvelles adresses physiques, la régularité des réunions statutaires et des commissions spécialisées ainsi que la conduite des opérations de secours aux plus nécessiteux. La CRB, en sa qualité d'auxiliaire des pouvoirs publics et dans sa mission d'alléger les souffrances des plus vulnérables, est restée aux côtés du Gouvernement dans toutes les interventions humanitaires.

La promotion de la résilience tant au niveau individuel, communautaire qu'institutionnel est resté le domaine de prédilection de la SN tout au long de l'année 2015. La compréhension des risques majeurs auxquels les communautés doivent faire face, à travers l'exercice d'évaluation des capacités et des vulnérabilités ainsi que la mise en œuvre des plans d'actions communautaires de RRC ont amélioré l'anticipation des communautés face aux catastrophes les plus courantes. Les équipes formées et équipées mises en place à tous les niveaux, le positionnement du matériel de secours dans les stocks stratégiques et régionaux ont renforcé la résilience.

La Société Nationale a fait sa priorité la promotion des comportements sains et sûrs à travers la mise en œuvre de l'approche « Ménage Modèle » au niveau de toutes les UCs qui requiert une amélioration des conditions de vie et un changement de comportement.

Pour faire face à différentes sollicitations des communautés en matière d'eau, hygiène et assainissement, la CRB a poursuivi les activités d'amélioration d'accès et utilisation des infrastructures hydrauliques et sanitaires au niveau de tout le pays.

Enfin, l'intégration des plus vulnérables est restée au centre d'intérêt des activités de la CRB. Dans cette logique, la promotion de l'entraide et de la solidarité communautaire ont été mises au centre de toutes les interventions de la SN. Cette intégration n'est devenue possible que grâce à la promotion de la dignité humaine, de la cohabitation pacifique et des autres valeurs humanitaires.

I. DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES

Le développement des ressources s'opère sur le plan tant humain, matériel que financier. Il se rapporte principalement sur la professionnalisation du staff et des volontaires à travers des formations organisées sur diverses thématiques, l'autonomisation opérationnelle, décisionnelle et organisationnelle à travers la mobilisation des ressources matérielles et financières sans oublier la reconnaissance de la Société Nationale comme auxiliaire des pouvoirs publics.

1.1. Professionnalisation des volontaires et du staff

La professionnalisation des volontaires et du staff de la CRB est un véritable levier de son cheminement vers l'atteinte de ses objectifs. La Société Nationale ne pourrait s'attendre à des résultats escomptés sans que son réseau de volontaires et le staff, qui mettent en œuvre diverses stratégies, soit professionnalisé. Le rapport 2015 de la SN aborde la professionnalisation des volontaires et staff sous trois angles à savoir la formation, la production et diffusion des outils standardisés et le contrôle interne.

a. Formation

En vue de promouvoir les métiers utiles au développement communautaire, 2041 volontaires soit 1912 en maçonnerie et fontainerie, 70 pour les techniques de construction des Foyers améliorés, 59 pour les techniques de fabrication des sanplats sont maintenant capables d'appuyer les UC à la réalisation des activités d'assistance aux vulnérables notamment la construction des ouvrages (abris, sources d'eau, sanplat).

De plus, des leaders des volontaires ont été formés en techniques de gestion des structures et programmes de la CRB dont 13 formés sur le BOCA, 18 formés sur la planification, 179 volontaires et staff formés sur la gestion du cycle des projets/programmes et la planification intégrée et sur le leadership et management staff des projets, 903 leaders communaux formés sur le volontariat dans toutes les Branches.

Dans le domaine de la santé communautaire, 2540 volontaires participent à la promotion de la santé communautaire après avoir été formés sur les approches de la santé et de nouvelles techniques de sensibilisation. Parmi ces volontaires figurent 988 formés en PHAST en provenance des Branches Karusi, Kayanza, Muramvya, Mwaro, Karusi, Kayanza, Muramvya, Mwaro, Cibitoke, Bubanza, Bujumbura Rural, Bujumbura Mairie, Bururi, Makamba, Musinga et Kirundo et 808 formés en PSSBC des Branches Ruyigi, Cankuzo et Ngozi. Au niveau de la nutrition, 624 volontaires des Branches Cankuzo et Ruyigi ont été formés en FARN. Dans les Branches de la ceinture choléra (Cibitoke, Bubanza, Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Bururi, Makamba), 120 volontaires ont été formés en ATPC. Au niveau de la santé maternelle et infantile, 233 volontaires de la Branche de Ngozi et 23 prestataires des CDS de Cankuzo ont été formés sur la PTME. Par ailleurs, 160 volontaires de la Branche Cankuzo et 152 encadreurs des SJ ont été formés sur le don bénévole de sang et sur la vaccination antitétanique. Enfin, 36 volontaires de 6 nouvelles Branches (Ngozi, Cankuzo, Karusi, Kayanza, Ruyigi, et Gitega), après avoir été formés animent des séances de sensibilisation par le cinéma mobile dans leurs Branches.

En plus des équipes spécialisées en santé communautaire, d'autres formations ont été organisées à l'intention des volontaires et du staff sur les domaines clés de la SN en matière de prévention, préparation et réponse aux catastrophes.

Afin d'apporter une réponse aux situations d'urgence, la CRB a focalisé sur la professionnalisation des équipes de réponses qui interviennent dans la prévention, préparation

et réponse aux situations d'urgence. Les domaines d'intervention sont notamment les Premiers Secours en situation d'urgence (474 volontaires), la Gestion des dépouilles mortelles (15 volontaires), l'Evaluation rapide avec RAMP (62 volontaires), Wash en urgence (147 volontaires), la Prise en charge psychosociale des victimes des VSBG au niveau communautaire et la protection des droits de l'enfant (533 volontaires leaders des clubs droits de l'enfant), ainsi que la Résolution pacifique des conflits et la communication non violente (34 volontaires provenant de toutes les Branches à raison de 2 jeunes volontaires par Branche).

b. Elaboration/actualisation et diffusion des documents standardisés

Les textes réglementaires de la CRB ont été élaborés ou actualisés. Il s'agit notamment de l'actualisation des documents des procédures de gestion et/ou politique ou stratégie (manuel RH, manuel d'achat, stratégie de communication, module intégré et le manuel de paquet de services sur les VSBG). Le code de conduite dans les opérations humanitaires pour tous les volontaires et staffs a été validé et vulgarisé dans toutes les Branches.

c. Système de contrôle interne

Au cours de l'année 2015, 4 Branches ont été contrôlées (Muramvya, Ngozi, Gitega, Kayanza) tandis 3 autres ont été auditées (Makamba, Rutana, Gitega).

En outre, il a été procédé à la vérification du respect des procédures et des documents comptables pour les approvisionnements en cours au niveau du siège en vue de préparer les audits externes de certains projets ou de la SN toute entière.

La SN a bénéficié des effets positifs de la professionnalisation des volontaires et du staff. Il s'agit de l'amélioration de la qualité du travail et de la satisfaction des bénéficiaires. En effet, le constat a été que les volontaires et staff professionnalisés deviennent autonomes dans l'exécution des activités de secourir les plus vulnérables, mission première de la CRB.

I.2. Autonomisation décisionnelle et opérationnelle

La professionnalisation du staff et des volontaires contribue à l'autonomisation décisionnelle et opérationnelle de la Société Nationale. Cela se manifeste par l'augmentation des sources de revenus et des infrastructures ainsi que la tenue régulière des réunions statutaires et des commissions spécialisées.

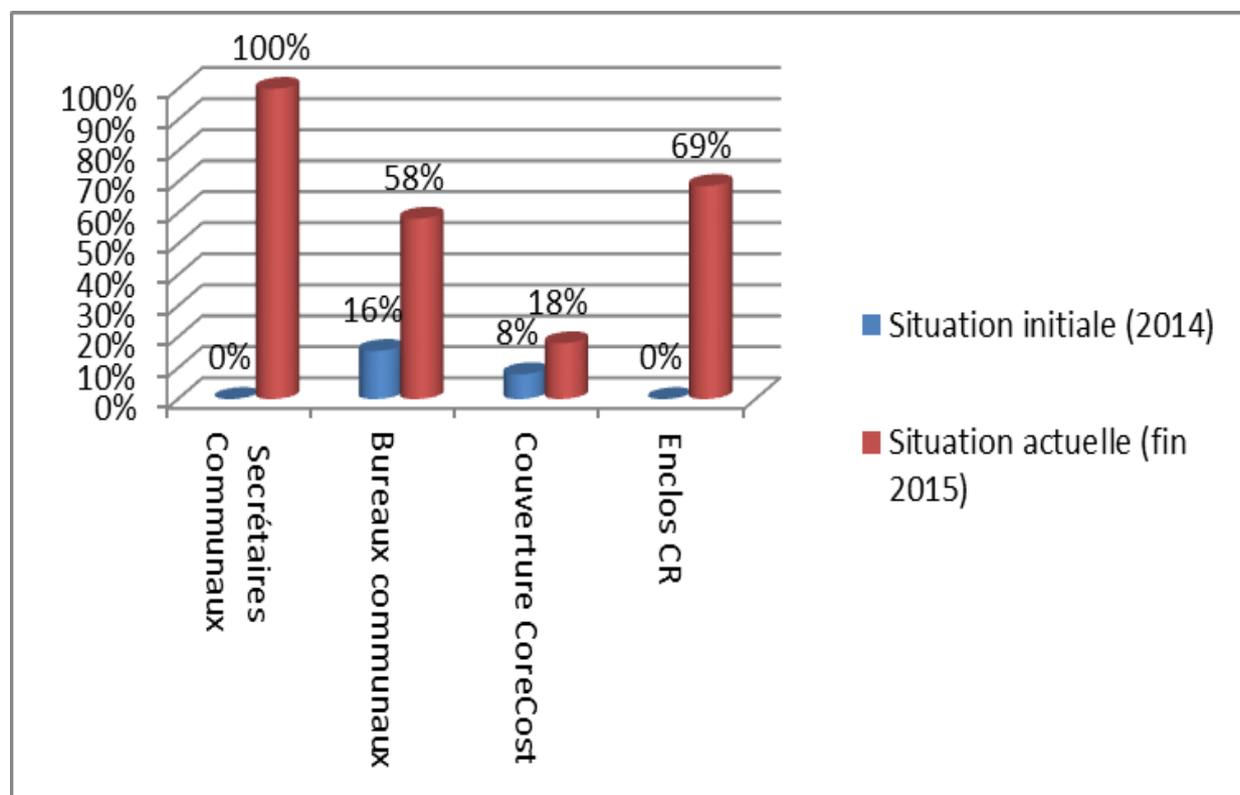
Avec l'année 2015, 12 Secrétaires Communaux dans les Branches de Gitega, Kayanza, Karuzi, Makamba, Mwaro, Ngozi, Rutana ont eu des bureaux dans les nouvelles adresses physiques construites et 40 autres attendent la fin de leurs chantiers dans les Branches de Bubanza, Mairie de Bujumbura, Bururi, Gitega, Kayanza, Kirundo, Muramvya, Mwaro et Rutana. Ces Scom ont pu mobiliser les UCs à se doter des adresses physiques et 541 nouveaux enclos CR ont été construits. Les adresses physiques permettent à la CRB de disposer de véritables assises dans la communauté.

Des réunions statutaires et réglementaires ont été régulièrement tenues (1 réunion conjointe de la gouvernance et de l'exécutif, Assemblée Générale à tous les niveaux) dans les limites prévues. Ces réunions et/ou descentes sur terrain ont permis le renforcement du réseau des volontaires (570 SJ ont été créées passant de 1001 en 2014 à 1570 en 2015, 1993 UCs sur 2908 sont fortement opérationnelles, soit une augmentation de 181 UCs par rapport à 2014). Les Secrétaires Provinciaux se sont retrouvés en retraite à Banga et ont pris une série d'engagements de nature à améliorer les prestations dans les Branches.

Les activités de Bancobu M-Cash ont été étendues dans toutes les Branches et les activités génératrices de revenus (secourisme commercial, et IGR, etc) ont été diversifiées et développées. Grâce à ces actions de mobilisation des ressources, les fonds mobilisés sont allés croissants. En effet, ils sont passés du simple au triple dans certaines Branches comme Bururi, Kayanza et Mwaro. Ainsi, une somme de 341 740 150BIF a été mobilisée et l'on a enregistré un montant de 123 966 900 BIF comptant pour les frais de contribution statutaire.

Les structures de la CRB ont développé et exploité des IGRs (sur les 2451 IGRs fonctionnelles, l'on en a identifié 135 en suivant la nouvelle approche d'IGRs rentables et durables). Au niveau communal, 36 Communes dans les Branches Ngozi, Bururi, Gitega et Kirundo disposent des business plans pour les IGRs et les 9 de Ngozi sont déjà opérationnelles. Ces IGRs ont permis aux Branches de subvenir à leurs besoins élémentaires et par conséquent couvrir une partie des coûts de base.

Graphique sur l'évolution des réalisations (2014-2015)



1.3. Reconnaissance de la CRB comme auxiliaire des pouvoirs publics

A travers différents actes que les Pouvoirs Publics posent, il est évident qu'ils reconnaissent la Croix-Rouge du Burundi comme leur auxiliaire dans le domaine humanitaire. Il s'agit notamment des exonérations du matériel divers que la Société Nationale commande à l'étranger.

En outre, les Pouvoirs Publics octroient gratuitement, dans différents endroits des parcelles à la Croix-Rouge du Burundi pour la construction des adresses physiques. C'est une clause, par ailleurs, contenue dans le document de l'Accord-Cadre signé entre le Gouvernement de la République du Burundi et la Croix-Rouge du Burundi en 2014.

Il faut aussi souligner que la Croix-Rouge du Burundi assure le Secrétariat de la Plateforme nationale de prévention et de gestion des risques de catastrophes au niveau central et dans les provinces.



Bureau communal de BUSONI (KIRUNDO) en chantier.

II. POUR UNE RESILIENCE A TOUS LES NIVEAUX

La résilience se définit comme cette capacité qu'incarne un individu, une communauté, une institution qui lui permet de résister à sa disparition malgré les vulnérabilités ou les aléas qu'il peut connaître sur son passage. La Croix-Rouge du Burundi a fait sien ce concept et l'a inscrit en lettres d'or dans son Plan Stratégique 2014-2017. La SN développe ce concept à trois niveaux : le niveau individuel, communautaire, institutionnel qui, ce dernier a été développé au chapitre précédent.

II.1. Résilience individuelle.

Les équipes de préparation, prévention et réponse mises en place ont activement contribué à la résilience individuelle.

Dans le cadre de la gestion des risques sanitaires et environnementaux et avec l'appui des volontaires formés en techniques de construction des foyers améliorés, 1721 ménages (693 à Makamba, 773 dans les provinces de la ceinture Cholera, 177 à Muyinga, 78 à Ruyigi) ont aménagé et utilisent correctement des foyers améliorés. Pour la prévention du choléra, 600 ménages utilisent des comprimés d'aquatabs pour le traitement de l'eau à domicile et 4140 ménages ont été désinfectés au chlore à Nyanza Lac et Bubanza.

De plus, 1 032 000 plants forestiers et agro forestiers ont été plantés par les ménages dans 8 Branches (Muramvya, Muyinga, Makamba, Bujumbura Rural, Bururi, Karusi, Bubanza et Ngozi) et 165 Km de courbes de niveaux creusées (13 km à Muramvya et 152.5 km dans les exploitations familiales à Makamba).

Quant à la prévention de la malnutrition, 1651 ménages ont aménagé eux-mêmes des jardins de cuisine dans les Branches de Muramvya, Rutana, Ngozi, Bururi, Gitega, Kirundo, Cankuzo, Makamba, Rutana, Muyinga. Dans le cadre du rétablissement des liens familiaux, en plus d'une famille réunifiée, 2524 autres ont pu échanger des nouvelles avec les leurs soit en recevant soit en envoyant des Messages Croix-Rouge MCR. Les équipes formées sur le cinéma mobile animent eux-mêmes des séances de sensibilisation dans leurs communautés sur différents thématiques de gestion des risques de catastrophes dans 14 Branches.

II.2. Résilience communautaire

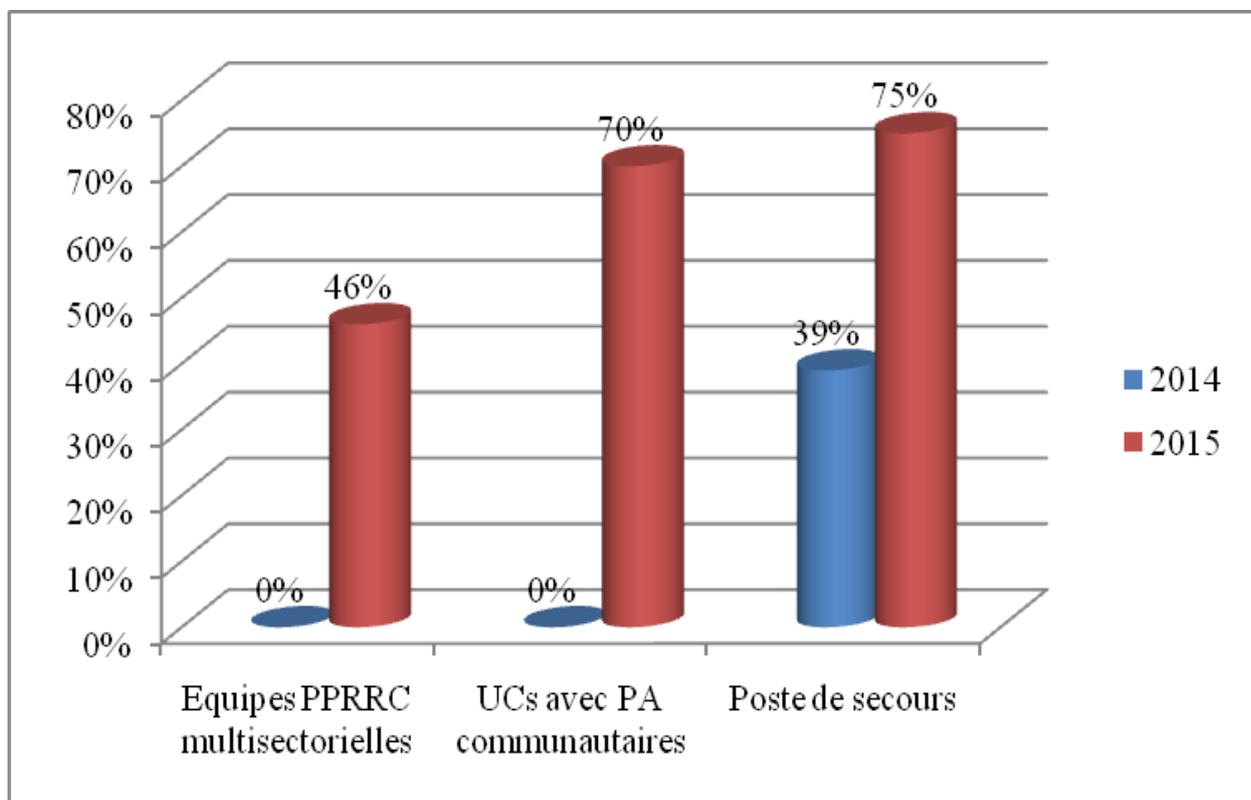
Au niveau communautaire, des actions de résilience ont été menées. En effet, 2038 UCs soit 70% mettent en œuvre leurs plans de préparation et réponse. De plus, 75% des lieux à plus haut risque d'accident routier disposent des postes de secours pour secourir en temps réel les victimes des accidents.

Le réseau des volontaires professionnalisés a appuyé la communauté à développer des actions de résilience face aux catastrophes les plus fréquentes. En effet, dans l'optique de répondre aux urgences les plus fréquentes, des stocks stratégiques ont été décentralisés. Le matériel de secours a été prépositionné dans les stocks régionaux. Les aspects communicationnels dont U-Report (dans toutes les Branches), Cinéma mobile (dans 14 Branches) ont été renforcés jusqu'au niveau collinaire.

Pour la gestion rationnelle des ressources naturelles, 211566 Kg de riz ont été récoltés dans le marais de Mugombwa et Mugomere et 33 111Kg de haricot ont été produits dans les champs de démonstration agricole de Rutana. Une partie a été affectée à la consommation tandis une autre a été stockée dans les hangars communautaires pour servir en cas de besoin.

Toutes ces activités ont produit un effet positif sur les communautés. En effet, toutes les Branches ont leurs EVC et peuvent élaborer leurs cartographies, de vulnérabilités et de capacités. Aujourd'hui, les communautés élaborent elles-mêmes les plans d'action pour la réduction des risques de catastrophes les plus fréquentes. Les actions de résilience permettent aux communautés de maîtriser leurs vulnérabilités et ainsi participer à la transformation de ces vulnérabilités en capacités. Avec toutes les activités liées au PCE, plus de 700 victimes ont été assistées soit à travers la prise en charge sur place soit l'évacuation vers les formations sanitaires.

Situation des activités de résilience 2015





Mobilisation de la communauté pour la résilience communautaire à travers le cinéma mobile (Bujumbura Mairie 12/2015).



Traçage des courbes de niveau par les volontaires sur les collines à risque

III. PROMOTION DES COMPORTEMENTS SAINS ET SURS

La CRB s'est inscrite à l'école de la sensibilisation des communautés pour le changement de comportements. Sur ce chapitre, les interventions visent l'amélioration des conditions de vie des communautés et la promotion des comportements sains et sûrs. Le focus porte sur la lutte contre la malnutrition chez les enfants de 6 à 59 mois, la réduction de la morbi-mortalité maternelle et infantile, la promotion de l'hygiène et l'assainissement ainsi que le développement du concept ménage modèle.

III.1. Amélioration des conditions de vie

La Croix-Rouge du Burundi est soucieuse des bonnes conditions de vie des communautés. Dans cette optique, elle ne ménage aucun effort pour leur fournir des infrastructures hydrauliques et sanitaires. Celles-ci ont un impact très positif sur les conditions de vie des bénéficiaires.

Ainsi, en 2015, un centre de santé de Nyamitanga et 11000 ménages soit environ 55 000 âmes ainsi que 600 écoliers ont eu accès à l'eau potable dans les provinces Cibitoke, Makamba (Buhema) et Bujumbura Rural (Gakungwe/Kabezi) grâce à la construction ou réhabilitation de trois réseaux d'adduction en eau potable (9 Km à Cibitoke, 11 km à Ndore-Buhema et 9 km à Gakungwe).

En outre, 53340 ménages (environ 266 700 personnes) de Cibitoke, Muramvya, Mwaro, Kayanza, Karusi, Bujumbura, Ruyigi, Cankuzo et Ngozi ont également eu accès à l'eau potable grâce à l'aménagement ou réhabilitation de 887 sources d'eau. Par ailleurs, 27 écoles et CDS ont accès et utilisent l'eau de pluie pour l'hygiène grâce aux Systèmes de collecte de l'eau pluviale (SCEP). Sur le même registre, 791 comités de gestion des points d'eaux ont été formés et mis en place dans les Branches de Cibitoke, Ruyigi, Mwaro, Muramvya, Kayanza, Karusi, Bujumbura.

Quant à l'accessibilité et utilisation des infrastructures d'assainissement, 8 latrines publiques avec portes dont 6 de types ECOSAN ont été construites en faveur des personnes vivant avec handicap dans les provinces de Ruyigi, Bujumbura et Bururi. 500 latrines ECOSAN ont été construites à Cibitoke et 6253 familles des provinces Cibitoke, Bujumbura, Bururi, Makamba, Kayanza, Karusi, Ruyigi, Muramvya, Mwaro et Ngozi ont reçu des san plat.

Il faut aussi préciser que 730 ménages de Ngozi ont bénéficié de bidons qui ferment pour la bonne conservation de l'eau pendant que 1350 ménages de Ngozi et Bururi ont confectionné des hand washing facility grâce à l'appui reçu.

Ces activités ont produit un effet positif dans la communauté. Désormais, les ménages consomment de l'eau propre et ont pris conscience de la nécessité d'une bonne conservation de l'eau et du lavage des mains. Les ménages sont aujourd'hui satisfaits de la réduction du trajet pour puiser de l'eau potable.



Construction d'une source aménagée

III.2. Comportements sains et sûrs

Plusieurs actions visant la promotion des comportements sains et sûrs ont été enregistrées surtout la mise en œuvre du concept de ménage modèle à travers tout le pays. Ainsi, 10850 ménages sont suivis et appuyés pour devenir des ménages modèles. Des appuis ponctuels ont été donnés aux ménages les plus vulnérables parmi ceux cibles du concept MM. Ainsi, 1860 personnes ont bénéficié d'habits, 3300 ménages ont reçu des kits pour les jardins de cuisine et 1327 compostières ont été aménagées. En plus, 6030 ménages ont été assistés pour installer des dispositifs de lavage des mains et 730 ménages ont bénéficié des réservoirs fermables pour la conservation de l'eau de boisson.

Au niveau du don bénévole de sang, 11 clubs de 25 ont été créés et sur 8060 jeunes sensibilisés, 4340 ont donné du sang, soit 10325 poches de sang collectées.

Les volontaires formés dans le domaine de la santé communautaire ont pu assister les plus nécessiteux. En effet, 789 femmes ont été orientées vers les CDS pour la planification familiale, 3416 enfants perdus de vue ont été récupérés et ont repris la vaccination et 141 cas de malnutrition modérée ont été dépistés et 122 sont pris en charge dans les FARNs). De plus, 3903 ménages ont été sensibilisés sur la lutte contre les maladies endémo-épidémiques courantes.

Par ailleurs, 8596 femmes en âge de procréer et leurs partenaires de la Branche de Ngozi ont été sensibilisées pour les services CPN/PF/PTME alors que 2832 hommes de la même Branche ont été sensibilisés pour s'impliquer dans la PTME. Enfin, 59880 personnes ont été sensibilisées sur les 5 moments critiques de lavage des mains.



Ménage modèle dans la communauté (Buhinyuza 2015)

Les dix critères d'un Ménage Modèle

	Critère 1 : Maison solide, saine et sûre
	Critère 2 : Hygiène corporelle, vestimentaire et de l'habitat
	Critère 3 : Bonne nutrition
	Critère 4 : Bonne gestion de l'eau de boisson
	Critère 5 : Dormir sous la moustiquaire imprégnée d'insecticides
	Critère 6 : Compréhension du VIH/SIDA
	Critère 7 : Méthode de planification familiale et vaccination des mères et des enfants
	Critère 8 : Bonne scolarisation des enfants
	Critère 9 : Connaissance des gestes qui sauvent
	Critère 10 : Renoncement à la violence comme moyen de régler les différends

V. DIGNITE HUMAINE D'ABORD

La principale mission de la Croix-Rouge du Burundi est d'assister les plus vulnérables dans la communauté. Assister ne signifie pas seulement le fait d'apporter de l'aide matérielle aux vulnérables. Cela signifie aussi avoir de la compassion pour eux, avoir du respect pour eux et avoir un désir de les voir un jour franchir une autre étape de quitter cette situation de vulnérabilité.

Apporter une assistance au vulnérable tout en respectant sa dignité passe par le respect du prescrit des valeurs humanitaires. Une bonne assistance implique aussi l'intégration du vulnérable, la promotion de la cohabitation pacifique et la promotion de l'entraide communautaire.

IV.1. Intégration des plus vulnérables

La raison d'être de la Croix-Rouge est de prévenir et alléger les souffrances humaines. Cette mission ne saura s'accomplir avec succès sans associer les plus vulnérables à leur assistance. Leur intégration est un gage à leur propre développement. Ainsi, au cours de l'année 2015, 19 341 vulnérables ont participé à l'auto-construction d'abris et 54 042 vulnérables ont été intégrés à leur assistance par les volontaires (diverses formes d'appuis entres autres la construction ou réhabilitation des abris, labour des champs, collecte des vivres et paiement des soins de santé aux malades, etc.).

Dans le but d'améliorer l'inclusion financière particulièrement au sein des populations vulnérables, les activités de M-cash ont été étendues à toutes les Branches (formation de deux volontaires par commune). Ainsi, 47 434 bénéficiaires ont été payés par ces volontaires formés pour un montant de 2 172 390 456 Bif.

En outre, les UCs ont développé des IGRs pour pouvoir mieux subvenir aux besoins des plus vulnérables. Ainsi, 3/5 des UCs soit 1741 UCs disposent des IGRs fonctionnelles. 36 communes (9 de Ngozi, 11 de Gitega, 9 de Bururi et 7 de Kirundo) ont des IGRs. Il importe également de souligner que toutes les 17 Branches ont des IGRs fonctionnelles mais dont la rentabilité diffère d'une Branche à une autre.

Avec les moyens mobilisés, les volontaires ont pu assister les plus nécessiteux dont 208 enfants en assistance psychosociale, 4063 enfants ont reçu des kits scolaires et 1180 élèves assistés en frais scolaires, 1834 ménages plus vulnérables ont reçu des kits de réinstallation (NFI) et 600 PVVS les plus démunis ont reçu des kits alimentaires dans le cadre des soins à domicile.

Par ailleurs, le programme "Redevabilité aux bénéficiaires" a permis aux bénéficiaires d'exprimer leurs besoins et leur satisfaction. De même, à travers les émissions radio interactives et le cinéma mobile, la communication avec les bénéficiaires offre un bon cadre d'expression aux vulnérables pour exprimer leurs besoins et faire entendre leur voix.

L'assistance des vulnérables permet leur intégration dans la communauté et la solidarité communautaire. Ces vulnérables changent de mode de vie allant de la dépendance à la résilience individuelle. L'exemple des ménages de la communauté Batwa de l'UC Kinyana

(Ngozi), qui, après avoir été appuyés, participent actuellement au développement communautaire en est une illustration.

IV.2. Cohabitation pacifique

La Croix-Rouge du Burundi croit fermement que sa mission d'alléger les souffrances des plus vulnérables ne saurait s'accomplir dans une société divisée, déchirée. C'est pour cette raison qu'elle met tout en œuvre pour que les communautés vivent en harmonie et en entente mutuelle. Des actions pour favoriser la culture de paix et la non-violence ont été entreprises en 2015. Cela a eu des effets positifs durant les moments très mouvementés qui ont marqué le processus électoral. Les volontaires ont été des modèles durant cette période. C'est évidemment un combat continu et de longue haleine.

Cela a été possible notamment grâce au réseau des volontaires de la CRB renforcé en matière de résolution pacifique de conflits/Noyaux collinaires de résolution pacifique des conflits (3 volontaires/UC formés et équipés). Ces volontaires formés sont regroupés en noyaux collinaires de résolution pacifique des conflits et participent à la sensibilisation de la communauté par la diffusion des VH, NH, PFs et des messages de paix produits par la SN.

En outre, des messages de paix ont été régulièrement diffusés à travers les structures les plus décentralisées. Ainsi, 6000 plaquettes contenant le message du Président de la Croix-Rouge du Burundi sur le comportement à adopter pendant le processus électoral ont été produites et distribuées aux volontaires des UC et des jeunes volontaires des sections jeunesse. Les réunions des volontaires au niveau collinaire étaient ponctuées par la lecture de ces messages. En plus de ces plaquettes, des spots et émissions radio ont été diffusés à travers les médias audio-visuels.

Grâce à cela, la communauté organise elle-même des activités de sensibilisation sur la cohabitation pacifique (100% des UC ont organisé des séances de sensibilisation et diffusion des normes et valeurs humanitaires) et les volontaires sont des modèles dans la communauté dans la résolution pacifique des conflits. Au cours du processus électoral, les volontaires ont été sollicités pour aider certains à trancher leurs différends. L'on peut notamment citer les exemples de Gitega et Matana.

Dans cette même optique, la Croix-Rouge du Burundi a lancé deux campagnes visant la cohabitation pacifique : campagne de protection des biens des réfugiés et Monitoring des rapatriés. Auparavant, elle avait organisé des formations en cascade des leaders de la Croix-Rouge du Burundi à travers tout le pays sur le comportement à adopter pendant la période électorale. Ce genre de formations a été organisé à l'endroit des jeunes et dans certaines Branches en faveur des leaders des partis politiques.

En matière de prise en charge psychosociale aux victimes des VSBG, 44 % des UC apportent une assistance psychosociale aux victimes des VSBG et ces dernières sont assistées au niveau des UCs et référées aux instances habilitées par les volontaires.

En 2015, 1097 ménages ont reçu la visite des volontaires et staff dans le cadre des séances de sensibilisation porte-à-porte sur les VSBG. Ce travail a été fait par 137 staff et volontaires formés sur l'harmonisation des appuis à apporter aux victimes des VSBG. Ainsi, 716 cas de VSBG ont été enregistrés et assistés dont 35 cas de violences sexuelles, 241 cas de violences physiques, 232 cas de violences psychologiques, 205 cas socio-économiques, et 3 cas de meurtres.

IV.3. Promotion de l'entraide communautaire

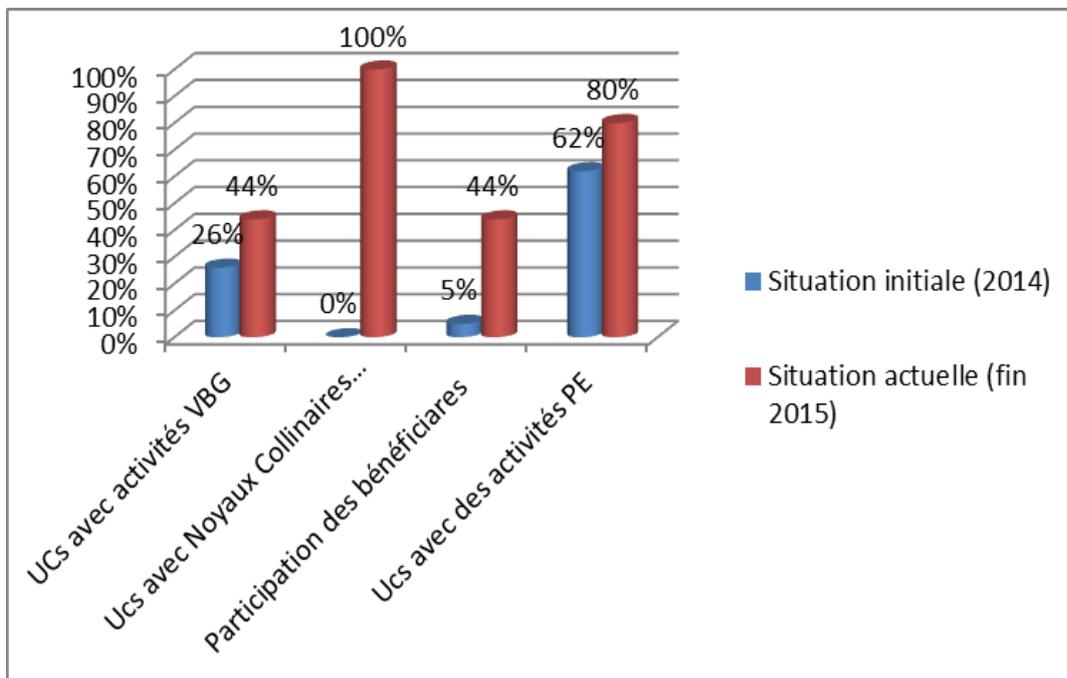
La promotion de l'entraide communautaire reste le cheval de bataille de la Croix-Rouge du Burundi pour parvenir à assister tous les vulnérables. Dans cette optique, la SN encourage et promeut l'organisation des journées d'entraide communautaire et l'assistance aux plus vulnérables à travers la chaîne de solidarité.

Ainsi, toutes les 129 communes ont organisé des journées de solidarité communautaires et toutes les UCs développent des chaînes de solidarité communautaires. Au cours de l'année 2015, 43 629 vulnérables ont été assistés en labour et 8 741 autres vulnérables ont été assistés en auto-construction ou réhabilitation de leurs abris. En outre, 7 841 230 BIF ont été collectés pour assister les vulnérables en soins de santé notamment à travers l'achat des cartes d'assistance maladie pendant que 34 587 tonnes de vivres ont été collectées et distribuées aux vulnérables.

IV.4. Promotion des valeurs humanitaires

La connaissance de l'identité et du mandat de la Croix-Rouge passe, entre autres, par la diffusion des valeurs humanitaires. Les volontaires de la Croix-Rouge du Burundi, en général et les Points Focaux diffuseurs, en particulier, sont appelés à, sans cesse, promouvoir les Principes Fondamentaux, les valeurs et les Normes Humanitaires. Ainsi, toutes les UC (100%) ont organisé des séances de sensibilisation et diffusion des normes et valeurs humanitaires. En plus, 540 jeunes ont été sensibilisés à travers les séances de diffusion des Normes Humanitaires et les Droits de l'enfant par 108 volontaires qui ont été formés en cette matière. La mise en place des diffuseurs communaux et collinaires s'est également poursuivie.

Situation des activités de promotion de la dignité humaine





Promotion de l'entraide
et solidarité
communautaire

V.DEVELOPPEMENT DU CONCEPT MENAGE MODELE

La Croix-Rouge du Burundi a officiellement adopté lors de son Assemblée Générale de 2013, l'approche de Ménage Modèle comme moyen d'action en faveur de la résilience communautaire. Ce concept est véritablement intégré dans notre Plan Stratégique 2014-2017 et vise le changement positif de comportements pour une transformation communautaire. C'est une initiative vaste et ambitieuse mise en place par la Croix-Rouge du Burundi dans l'ensemble du pays. Le concept s'inscrit dans le fonctionnement quotidien de la Croix-Rouge du Burundi et dans les actions que les Unités Collinaires mènent en faveur des plus vulnérables.

Un ménage modèle est un ménage qui connaît et accomplit 10 critères et qui inspire ou parraine ses voisins dans l'atteinte de ces mêmes critères. Les critères sélectionnés sont reconnus comme essentiels au bon développement et à la résilience des ménages, en phase avec les OMD/ODD. Il cible notamment des efforts en matière de Santé, Nutrition, Hygiène et Assainissement, Education, Cohabitation harmonieuse, SSR-PTME-VIH,...

Dix critères pour un ménage modèle

1. Maison solide, saine et sûre
2. Hygiène corporelle, vestimentaire et de l'habitat
3. Bonne nutrition
4. Bonne gestion de l'eau de boisson
5. Dormir sous la moustiquaire
6. Compréhension du VIH Sida
7. Méthode de planification familiale et vaccination des mères et enfants
8. Bonne scolarisation des enfants
9. Connaissance des gestes qui sauvent
10. Renoncement à la violence

Sélection des ménages

Un ménage sélectionné doit être reconnu comme vulnérable par la communauté pour être accompagné. Il doit adhérer volontairement à la voie de la Transformation/Changement. Il s'engage à diffuser les bonnes pratiques et principes dans la communauté. Les critères ont été étudiés pour être avant tout basés sur un changement de comportement ou d'habitudes plutôt que sur des aides matérielles. Ainsi, le ménage est moteur/acteur de son propre changement!!

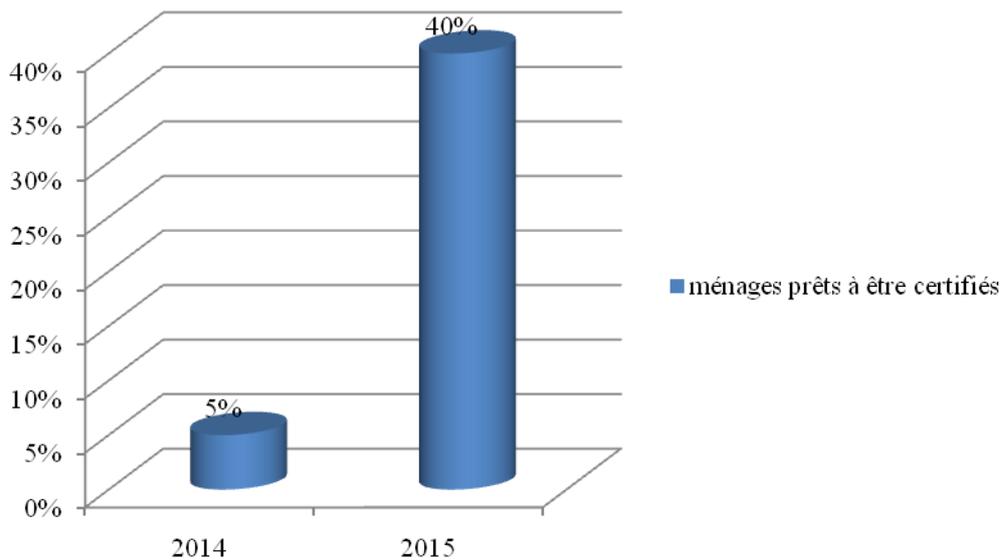
Pas déjà franchi

Les ménages à accompagner ont été sélectionnés. L'expérience pilote a porté sur 8 Branches à savoir Ngozi, Bururi, Gitega, Muramvya, Rutana, Kirundo, Kayanza et Karusi. 22931 Ménages sont déjà inscrits au processus de Transformation/Progression sur les 10 critères. 40% de ces ménages soit 9172 ont rempli les 10 critères et seront certifiés en 2016. Le manuel d'opérationnalisation MM a été validé et est en cours de dissémination. 656 équipes collinaires (de 9840 volontaires) de Prévention et de Réponse aux Crises et Catastrophes (EPRCC) ont été mises en place.

Répartition des ménages en cours de transformation

Provinces	Nombre de Ménages	Observation
1. Bururi	2924	Projet Résilience et Wash/Diarrhée; 5 sur chaque colline dans la zone de la ceinture choléra (Rumonge)
2. Muramvya	1774	SI (NORAD): 5 sur chaque colline dans toute la province
3. Gitega	1325	Résilience: 5 sur chaque colline dans toute la province
4. Rutana	2129	SI (NORAD); 5 sur chaque colline dans toute la province
5. Ngozi	7200	SI (CRFin): 40 sur chacune des 180/298 collines de la province de Ngozi
6. Kirundo	965	Résilience: 5 sur chaque colline dans toute la province
7. Cibitoke	1967	Wash/Diarrhée: 5 sur chaque colline dans les communes de la ceinture cholera (Buganda, Rugombo)
8. Bujumbura	2794	Wash/Diarrhée: 5 sur chaque colline dans la zone de la ceinture cholera (Kabezi, Muhuta, Bugarama)
9. Makamba (Nyanza-Lac)	1503	Wash/Diarrhée: 5 sur chaque colline dans la zone de la ceinture cholera (Nyanza-Lac)
10. Cankuzo	350	Babies « CRNI » (5/chacune des 70 collines cible des 4 communes couvertes par le projet)

Ménages prêts à être certifiés



La Croix-Rouge du Burundi est jusque-là très fière de ses réalisations au cours de l'année 2015 qui est également la deuxième année de mise en œuvre du Plan Stratégique 2014-2017. Cette année a été marquée également par de nombreux défis humanitaires, entre autres, les effets du changement climatique ayant entraîné des inondations et/ou des glissements de terrains sans oublier la période électorale très mouvementée. Pour toutes les activités mises en œuvre par la Société Nationale en 2015 y compris la préparation et la réponse à ces défis humanitaires, des succès ont été enregistrés grâce au vaste réseau de volontaires qui se trouvent sur toutes les collines du pays appuyé par le staff compétent. La part des partenaires tant Mouvement que non Mouvement est très prépondérante à degrés divers. La contribution uns et des autres a eu comme effet l'atteinte des objectifs que la CRB s'était fixés.

Cette année a coïncidé également à la revue à mi-parcours du Plan Stratégique 2014-2017, exercice qui a permis à la SN, en plus de la définition du pas franchi, de dégager des leçons apprises, des contraintes et des priorités pour la période suivante. Tous ces éléments vont concourir à l'élaboration du plan d'action 2016 qui s'attachera, entre autres, à l'intégration de l'approche Ménage Modèle dans tous ses programmes et la vendre auprès des autres partenaires pour une coordination synergique.

ANNEXES

1. RAPPORT FINANCIER AU 31/12/2015/RAPPORT ANNUEL

Le présent rapport met en évidence la situation financière de la Croix-Rouge du Burundi au 31 Décembre 2015 ; laquelle situation s'articule sur 4 points, à savoir :

- la situation budgétaire ;
- la situation des ressources mobilisées;
- la situation des dépenses ;
- la situation de la trésorerie ;

Le tableau ci-après décrit en détail les résultats de chaque situation :

RUBRIQUE	<i>Budget approuvé au début de l'année 2015</i>	<i>La part de chaque budget en %</i>	<i>Total Budget 2015</i>	<i>La part de chaque budget en %</i>
1) BUDGET ANNUEL PREVISIONNEL	<u>12 829 714 172</u>		<u>12 829 714 172</u>	
Constitué par :				
• Budget prévisionnel externes.	<i>10 390 914 172</i>	<i><u>82% du total du budget</u></i>	<i>10 390 914 172</i>	<i><u>82% du total du budget</u></i>
• Budget prévisionnel internes	<i>2 438 800 000</i>	<i><u>18% du total du budget</u></i>	<i>2 438 800 000</i>	<i><u>18% du total du budget</u></i>

2) RESSOURCES MOBILISEES AU 31/12/2015	<i>Report 2014</i>	<i>Mobilisées de Janvier – Décembre 15</i>	<i>Total mobilisés</i>
• Ressources externes	963.469.640	8.703 .873 .035	<u>9. 667.342.675</u>
• Ressources internes	169 .211 .236	2.067.764.731	<u>2.236.975.967</u>
TOTAL RESSOURCES (externes + internes)			<u>11.904.318.646</u>
TOTAL BUDGET (externes + internes)			<u>12 829 714 172</u>
Taux de mobilisation en %			<u>93%</u>

3) <u>DEPENSES REALISEES AU 31/12/2015</u>	<u>Dépenses réalisées au 31/12/15</u>	<u>Engagements en cours</u>	<u>Total dépenses</u>	<u>Taux de consommation/Ressources mobilisées</u>
• Total des dépenses			<u>11.181.260.429</u>	
• Dépenses sur financements externes (des programmes) :	<u>8.768.171.636</u>	0	<u>8.768.171.636</u>	<u>91%</u>
• Dépenses sur financement internes	<u>2.223.343.778</u>	0	<u>2.223.343.778</u>	<u>99%</u>
Total dépenses			<u>11.181.260.429</u>	
TOTAL BUDGET (externes + internes)				<u>12 829 714 172</u>
Taux d'exécution budgétaire en %				<u>87%</u>
4) <u>TRESORERIE AU 31/12/2015</u>		<u>723.058.213</u>	<u>6% du total des ressources mobilisées</u>	
• Trésorerie des comptes des financements externes		709.426.024		<u>7%</u>
• Trésorerie des comptes des financements internes		13.632.189		<u>1%</u>

Ces résultats impliquent les constants suivants :

Le budget prévisionnel annuel au 31/12/2015 est de **12 829 714 172 bif.**, et il est constitué du budget prévisionnel externe de 10.390.914.172 bif et celui interne de 2 438 800 000 bif.

Le total des ressources mobilisées au 31/12/2015 s'élève à **11.904.318.642 bif.**, soit un taux de mobilisation de **93%**, par rapport au budget annuel de 12 829 714 172 bif.

Le total des ressources mobilisées a participé à la couverture des dépenses à concurrence de 11.181.260.429 bif soit un taux, d'exécution budgétaire de **87%**, lequel taux calculé sur base du total des dépenses (11.181.260.429 bif), et du budget prévisionnel annuel au 31/12/2015 de 829 714 172 bif.

Un montant de **723.058.213**, représente la trésorerie au 31/12/2015 ;

Cette situation implique que les activités qui restent à réaliser et qui ont été reportées en Janvier 2016 représente **6%**, le taux calculé sur base du total des fonds mobilisés au 31/12/15 de 11.904.318.642 bif et la trésorerie de 723.058.213 bif .

Cette situation implique aussi, que les activités déjà réalisées au 31/12/2015 représentent **94%**, le taux calculé sur base du total des fonds mobilisés au 31/12/2015 de 11.904.318.642 bif et le total des dépenses au 31/12/2015 de 11.181.260.429 bif.

2. Rapport final du Plan de contingence élections 2015.

Période de rapportage: Février –Septembre

0. INTRODUCTION

La Croix-Rouge du Burundi a élaboré un Plan de Contingence des Elections 2015, qui a été lancé officiellement le 20 janvier 2015. Participaient aux cérémonies de lancement, différents partenaires de la Société Nationale tant internes qu'externes au Mouvement Croix-Rouge et Croissant Rouge. En fonction de l'évaluation des risques de conflits sociaux faite par la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes, le PCE a ciblé initialement 8 Branches à haut risque mais les données récoltées du terrain depuis le mois d'avril 2015 ont poussé la CRB à étendre la zone cible à tout le territoire national. Le PCE 2015 s'articule autour de deux parties à savoir la préparation et la réponse. La préparation a mis une attention particulière sur la formation des volontaires, staffs et partenaires sur différents domaines d'intervention de la CRB en période d'urgence, les exercices de simulation, la constitution et le pré positionnement des stocks, tant au niveau du Siège que dans les stocks régionaux, etc. La réponse touche les activités de secours aux victimes, transports et transferts dans les structures de soins, le traitement des dépouilles mortelles, la réponse à l'épidémie de choléra à Nyanza Lac (importée du site de réfugiés burundais en Tanzanie et affectant la population de l'autre rive au Burundi), la coordination des opérations, etc.

La Croix-Rouge du Burundi bénéficie d'un appui technique et financier de ses partenaires Mouvement (CICR, FICR et les SN participantes) et non Mouvement à savoir les organisations du système des Nations Unies (UNICEF, UNFPA, PAM), les ONG Locales et Internationales (ex. MSF dans le volet prise en charge sanitaire) mais aussi du Gouvernement à travers les Ministères techniques partenaires de la CRB et surtout de la Plateforme Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes.

L'approche méthodologique de mise en œuvre de ce plan de contingence s'articule autour trois principaux aspects :

- ✓ *La mise en place d'un système de surveillance et de communication entre les volontaires de la CRB à tous les niveaux de l'Unité Collinaire au Siège en passant par les Communes et les Branches ;*
- ✓ *La préparation de la réponse par la formation du personnel et des volontaires (Wash en urgence et PHASTer, soutien psychosocial, gestions de dépouilles mortelles, Premiers secours en situations d'urgence, Accès Plus Sûr, gestion de stocks, etc.),*

- ✓ *La réduction des risques de violences par la sensibilisation des parlementaires et des représentants des ministres, des autorités locales, des responsables religieux et leaders d'opinion et des jeunes des sections jeunesse CR, sur les principes fondamentaux du mouvement RC, la culture de non-violence, de résolution pacifique des conflits et le rôle d'auxiliaire des pouvoirs Publics qu'incarne la CR dans chaque pays. Lors de la formation des jeunes, une nouvelle approche dite YABC « Jeunes comme Agents de Changement de comportement » a été introduite avec la facilitation de la FICR. Dans cette rubrique, des productions et diffusion des spots et émissions radio de sensibilisation ont été faites en plus des messages du président de la SN qui étaient diffusés dans toutes les Unités Collinaires avant toute activité Croix-Rouge.*

Depuis le 26 avril, la CRB a mené des activités de réponse détaillées dans le plan de réponse. Au début des opérations, 3 équipes d'intervention mobile (composées de 6 volontaires, 1 coordinateur, 1 Point Focal chargé du reporting, 1 véhicule et 1 chauffeur) ont été mises sur pied pour couvrir les zones sud, centre et Nord de Bujumbura. Après quelques semaines, ces équipes ont été vite débordées, et il a été décidé d'ouvrir 13 postes avancés (1 poste par commune). Vers la première quinzaine du mois de mai, chaque poste de secours avancé comptait entre six et dix volontaires secouristes équipés de deux trousse de secours garnis. Avec ce déploiement, la CRB a augmenté le nombre des ambulances en opération. Ces équipes administraient les premiers secours aux victimes et assuraient l'évacuation des blessés vers les structures de soins contractées. Au départ, quatre hôpitaux publics (CHUK, HMK, HPRC, CPLR) assuraient les soins médicaux aux victimes tandis que le Centre chirurgical médical de Rohero assurait les examens radiologiques. Le CED/CARITAS assurait le paiement des factures des soins ambulatoires et MFS Belgique assurait le paiement des factures des soins hospitaliers. Etant donné que l'accès était difficile dans certains endroits, les équipes de la CRB ont également évacué les cas de traumatismes ménagers et les femmes enceintes qui devraient se rendre dans les hôpitaux pour le suivi et le traitement approprié.

Il importe également de souligner que dans les communes des autres Branches (Bujumbura Rural dans les communes de Mukike et MugongoManga, Bururi dans les communes Matana, Rutovu, Mugamba et Vyanda, Mwaro dans les communes Gisozi et Rusaka), des équipes de secouristes ont été mobilisées et ont apporté assistance aux victimes des manifestations. Ces dernières ont été référées vers les formations sanitaires les plus proches et vers les hôpitaux de Bujumbura chaque fois qu'il était jugé nécessaire. Aussi, des kits secours, des kits de dignité, des kits d'accouchement etc. ont été donnés à chaque commune de Bujumbura et décentralisés dans les autres Branches.

Un SITREP journalier a été produit et partagé avec les partenaires Mouvement. Il est aussi posté sur le Site web de la Croix-Rouge du Burundi pour informer sur les opérations de secours menées par les équipes d'intervention de la CRB. En outre, afin de garantir l'accès plus sûr aux équipes, il a été incessamment rappelé les consignes basées sur la Perception, l'Acceptation, la Sécurité et l'Accès aux victimes. C'est la raison pour laquelle, il a été rappelé que le choix des équipes qui assurent les opérations devait tenir compte du contexte de conflit politique afin de garantir l'accès plus sûr. Considérant la complexité sociopolitique

du pays, la SN rappelait incessamment aux volontaires en opération le respect des principes fondamentaux dans leurs actions.

A travers la diplomatie humanitaire et la communication, et avec l'appui de la FICR et le CICR, la SN a pu gérer les demandes des médias, aborder toute question de perception, élaborer des directives de communication internes et externes de mouvement et exploiter les outils disponibles.

La Croix-Rouge du Burundi a diffusé continuellement des spots radio sur le rôle de la Croix-Rouge et les valeurs humanitaires par le biais des stations qui fonctionnent encore. Les activités de cinéma mobile sur des sujets de santé et d'hygiène ont été suspendues en raison de problèmes de sécurité autour des lieux de rassemblement des foules. Le plan de contingence a été officiellement activé le 2 juin 2015, après l'approbation du Comité exécutif de la CRB. Cependant, comme souligné plus haut, les activités de réponse ont commencé le 26 avril 2015, date de début des manifestations. Un exercice de réajustement du plan de réponse a été organisé en mai 2015 tenant compte de la situation qui prévalait. A la clôture du plan de contingence, il se manifeste toujours de cas nécessitant une assistance humanitaire entre autre les soins aux blessés, la gestion des dépouilles mortelles, la réinsertion socioéconomique des retournés et/ou rapatriés.

EVOLUTION DU CONTEXTE POLITIQUE ET SÉCURITAIRE

Bujumbura

- ❖ Le 25 avril 2015, annonce de la candidature du Président Nkurunziza élections présidentielles de 2015. Dès le lendemain, des manifestations contre cette candidature ont été organisées dans la ville de Bujumbura. Des blessés, décès et emprisonnements ont été enregistrés. Le bilan journalier des opérations des équipes de la CRB pouvait s'observer dans le SITREP produit journalièrement ;
- ❖ Une tentative de coup d'Etat a eu lieu les 13 et 14 mai 2015 ; et les manifestations ont continué après cette tentative avortée de coup d'Etat.
- ❖ Des coups de feu se faisaient régulièrement entendre dans les quartiers de Bujumbura faisant des victimes non mentionnées dans le SITREP parce qu'évacuées par d'autres intervenants notamment la Protection civile.
- ❖ Entre juin et août 2015, les Burundais ont participé aux élections mais ces dernières ont été boycottées par les partis de l'opposition et les indépendants
- ❖ une forte violation des droits de l'homme s'est observée dès la fin des élections malgré la mise en place des institutions et la fin des manifestations: des assassinats, torture, vols à main armée. Il n'est pas rare de voir des cadavres dans la ville de Bujumbura même dans les derniers jours du PCE..;
- ❖ Les représentants des partis politiques de l'opposition et de la société civile se sont rencontrés à Addis-Abeba et ont créé un Conseil National pour le Respect de l'accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et la Restauration de l'Etat de droit (CNARED) ;

- ❖ Le 22 septembre 2015, dans un message lu dans toutes les églises catholiques du pays, la Conférence des Evêques Catholiques du Burundi appelle à la reprise d'un « vrai dialogue » n'excluant aucun acteur de la crise ;
- ❖ Le 30 septembre 2015 l'Union européenne adopte des sanctions à l'égard de quatre fonctionnaires dont trois proches du pouvoir pour leur recours présumé à une force excessive contre des manifestants. Le gouvernement réfute les allégations et dit que cette décision est illégale ;

Provinces

a) Situation sécuritaire et droits de l'homme

Après que les manifestations aient été organisées dans la ville de Bujumbura et dans certaines provinces, la situation sécuritaire et celle des droits de l'homme s'est beaucoup détériorée surtout dans la ville de Bujumbura mais aussi dans certaines provinces comme Bujumbura Rural, Ruyigi, Cankuzo, Makamba, et Bururi. Des assassinats ciblés sont signalés que ce soit dans les partis de l'opposition ou au sein du parti au pouvoir. Le 29 septembre 2015 Jean Baptiste Nsengiyumva, un membre d'un parti politique de l'opposition dans la province de Muramvya, a été assassiné. Il y a eu également ces derniers mois l'assassinat de quelques membres du parti au pouvoir dans les provinces de Makamba et Bujumbura rural dont un chef de zone de la commune de Kibago en province Makamba. En plus de ces assassinats, des arrestations se sont multipliées dans les provinces comme Makamba, Ruyigi où beaucoup de personnes ont été arrêtées par les forces de l'ordre.

b) Mouvement de la population

La situation socio-politique que traverse le Burundi depuis le début de cette année a causé un saignement de la population vers les pays voisins (Rwanda, Tanzanie, Uganda et RDC). Le mouvement des départs s'est intensifié surtout au mois de juillet à l'approche des élections présidentielles. Toutefois, après les élections présidentielles, un mouvement inverse des populations s'est observé bien que cela n'a duré que la semaine d'après les présidentielles. Il s'observe jusqu'en fin septembre 2015 des départs vers les pays voisins.

Selon le HCR (15 octobre 2015), le nombre de réfugiés burundais dans les pays voisins est de 218.486 individus dont 104.966 en Tanzanie, 69.156 au Rwanda, 14.965 en Ouganda, 14.359 en République Démocratique du Congo, et 500 en Zambie et 14.540 demandeurs d'asile burundais en quête de statut de réfugiés. Les provinces les plus touchées sont: Makamba (49.760 cas), Kirundo (29.379 cas), Bujumbura Mairie (23.165 cas) et Bururi/ Rumonge (11.281 cas).

Quelques mouvements des retours spontanés de certains réfugiés vers leurs collines d'origine sont observés. Selon le Ministère de la promotion des Droits de la Personne Humaine, des Affaires sociales et du Genre: 80.416 réfugiés ont regagné leurs provinces d'origine à la fin du mois d'août, dont 32.945 (Makamba), 20.000 (Kirundo), et 15.000 (Mairie de Bujumbura).

I. BILAN DES ACTIVITES DE PREPARATION

Watsan		
Formation en eau et assainissement en urgence au Sud et au Nord à Kirundo	Du 16 au 20 mars 2015 à Kirundo	CICR
Formation PHAST en urgence (PHASTER) à l'Ouest et Sud-Ouest à Gatumba Bujumbura Rural	31/03 au 03/04/2015	CICR
Pré positionnement des produits de traitement de l'eau (aquatabs) fournis par l'UNICEF et de stockage (citerne)	31/03 au 03/04/2015	CICR et CROIX-ROUGE NÉERLANDAISE
Formation sur le WASH en urgence dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Contingence Election 2015 à Rumonge	Du 16 au 20 février 2015	CICR
Evaluation rapide des besoins en watsan dans 9 Branches	Juillet	UNICEF
Achat des désinfectants et kits de dépouillement des corps	Septembre 2015	CRE
Santé		
Formation des formateurs (staff et volontaires) sur les violences basées sur le genre et la prise en charge psychosociale. (formation de 2 groupes de 16 personnes chacun à Gitega	07/04/2015 au 11/04/2015	Croix-Rouge Néerlandaise
Formation des volontaires (par les formateurs) sur les violences basées sur le genre et la prise en charge psychosociale.	Du 13 au 24/04/2015	Croix-Rouge Néerlandaise
Evaluation rapide des besoins SSR dans 8 provinces	Juin-juillet	UNFPA
Formation des formateurs VSBG des 5 provinces: Muramvya, Muyinga, Kirundo, Rutana et Cibitoke à raison de 3 personnes par provinces.	31Aout au 4 septembre 2015	CRN
Elaboration du Procédures opérationnelles Standards (POS), SOP pour la prise en charge des victimes VSBG	14 août au 15 septembre 2015	UNFPA
Formation sur le DMU (dispositif minimum d'urgence en santé sexuelle et	27 au 29 Mai 2015 et au mois de juillet	UNFPA

reproduction à Kayanza et dans la Branche de Bubanza		
Formation de 33 policiers des 8 Provinces ciblées par le PCE sur la protection et le traitement des dossiers des survivants des VSBG à Cibitoke	23 au 26 juin 2015	UNFPA
Formation de 195 volontaires et staff de la CRB des 8 Provinces ciblées par le PCE sur dispositif minimum d'urgence en santé sexuelle et reproduction.	15 au 20 juin 2015	UNFPA
DM		
Formation des formateurs sur le RAMP et développement des outils de collecte des données avec RAMP	09 au 13/03	CROIX-ROUGE NÉERLANDAISE
Formation et équipement (appareils téléphones mobiles) de 38 volontaires chargés de la collecte des données à usage du RAMP.	Le 17/04/2015 et 16 au 20/03	CROIX-ROUGE NÉERLANDAISE
Formation du staff chargé de la gestion des données (RAMP).	09 au 13/03	CROIX-ROUGE NÉERLANDAISE
Formation en premiers secours en période de conflit et exercice de simulation à Gitega et à Bubanza.	07-10/04/2015 à Gitega ; 15 /06 à Makamba et 18/06 à Rutana.	CIRC, CRBe/Fr et CROIX-ROUGE NÉERLANDAISE
Formation sur RLF en période de conflit	17 au 19/03 à Cibitoke et 24 au 26/03 à Gitega	CIRC
Pré positionnement du matériel de communication+ achat et matériel d'assistance des vulnérables (200 pagnes, 100 kits cuisine et 100 jericans)	13/04/2015	Croix-Rouge Néerlandaise
Réunion de coordination DM	27-28/03/2015	CICR
Accès Plus Sûr, nouvelle version à Bujumbura, Centre de Formation de Ngagara	4-6 Mars 2015	CICR
Réunion de coordination DM (PF DM et Coordinateurs Régionaux).	10/03/2015	CROIX-ROUGE NÉERLANDAISE

Formation des volontaires et autres acteurs humanitaires sur la protection de l'enfance en période d'urgence	Du 09 février au 16 avril 2015	UNICEF
Réunion de coordination (lancement du plan de contingence élection 2015)	22/01/2015	CRFin
Assurance des volontaires (1000 volontaires ont été assurés)	29/05/2015	CROIX-ROUGE NÉERLANDAISE
Rencontre des Secrétaires provinciaux, Points Focaux DM avec le SG pour discuter des capacités de la CRB et des consignes de travail (PCE)	Le 23/02/2015	CRFin
Rencontre du SG et les Comités provinciaux de la CRB pour harmoniser les points de vue sur la mise en œuvre du PCE (A Rutana pour la région Sud, à Ngozi pour la Région Nord, à Mwaro pour la région Centre et Est, à Bubanza pour la Région Ouest.	Du 17 au 22/04/2015	CRFin
Sensibilisation de 17SP et 17 points focaux à Gitega sur le code de conduite des équipes en situation d'opération humanitaire	Aout	Croix Rouge de Luxembourg
Organisation de 4 séances de formation sur l'accès plus sûr nouvelle version à l'endroit de 80 personnes des 4 régions respectivement à Bujumbura pour la région Ouest, Gitega pour le Centre-Est, Ngozi pour le nord et Rumonge pour la Région sud.	Septembre	CICR
Formation de 17 points focaux sur les premiers secours en situation de conflit. Ces points focaux ont formé à leur tour 20 personnes par Branches ce qui donne un total de 340 personnes formés	Septembre	CICR
4 Séance de la reactivation des plateformes provinciales dans 4 régions à raison de 20 personnes par séance	Septembre	CRNL
Aménagement des postes avancées (3 à Bururi, 3 à Makamba, 3 à Bujumbura rural, 3 à Gitega, 3 à Ruyigi, 3 à Karusi)	Août	CRNL
DH		
Réunion de sensibilisation des leaders d'opinion sur la communication non violente et cohabitation pacifique	23 et 24 mars 2015	CICR

(Gatumba).		
Sensibilisation de la communauté à la veille des élections dans toutes les Branches	De janvier à mars 2015	CRBe/Fr et CROIX-ROUGE NÉERLANDAISE
Ben Com		
Spécial bulletin sur le plan de contingence	Mars 2015	SN
Formation des jeunes sur la communication non violente	18-20 mars 2015	FICR Croix-Rouge Néerlandaise
Communication à travers la radio (production et diffusion des spots Radio)	A partir de février	CRBeFr
Mise à jour du système de communication HF/VHF	Mai 2015	Croix-Rouge Néerlandaise
50 Spots radio sur le mandat et les valeurs CRB, l'accès plus sûr, premier secours, protection et RLF sur 4 radio (Radio national, Nderagakura, Culture et Radio Maria)	Aout-Septembre	IFRC et Croix Rouge de Belgique communauté Francophone

Commentaires généraux sur la période de rapportage

Le plan de contingence a été mis en œuvre avec succès bien que le travail n'était pas facile du fait qu'il a été étendu sur tout le territoire national. Cela a exigé beaucoup de formation et d'exercice de simulation pour que les équipes aient les capacités et les compétences nécessaires pour secourir les nécessiteux. Les formations organisées en faveur des volontaires et du staff ont été d'une grande importance bien que le besoin en renforcement des capacités des équipes dans des domaines variés reste toujours nécessaire. En effet, le programme tel que prévu n'a pas été respecté parce que les périodes de turbulences ont commencé plus tôt qu'escompté. La SN avait souhaité prédisposer les trousse de secours jusqu'au niveau des communes mais le constat a été que même les Branches ont une petite quantité. Bien que toutes les Branches ont été renforcées en termes de formation dans divers domaines (accès plus sûrs, premiers secours, gestion de dépouilles mortelles, prise en charge psychosociale, VSBG, protection de l'enfant en situation d'urgence, wash en urgence, etc), il est à signaler qu'un accent particulier a été concentré sur les 8 Branches initialement ciblées.

Gap au niveau de la mobilisation des fonds pour le PCE occasionnant l'annulation de certaines activités notamment les formations décentralisées sur les Premiers Secours en situation de conflits et le PHASTER. La formation en PS devrait se généraliser jusqu'au niveau décentralisé afin de compléter les exercices de simulation organisés sur chaque colline et être à mesure d'intervenir efficacement au bas de besoin.

II. BILAN DES ACTIVITES DE REPONSE

Résumé de la situation actuelle

Le scénario le plus probable s'est confirmé. En effet, un mouvement d'exode massif de la population s'est observé dans toutes les provinces du pays mais les plus accentués se sont observés dans le nord, le Sud et l'Ouest. Les pays d'accueil étaient surtout la Tanzanie, le Rwanda et la RDC.

Les tensions ont été accentuées par les manifestations et les élections qui ont créé un climat de peur au sein de la population alimenté par la polémique sur le troisième mandat du Président actuel. La tentative de coup d'Etat de mai n'a fait qu'aggraver les choses et compliquer davantage la situation.

Ainsi, ces tensions ont été suivies par des violences physiques où des corps sans vie sont trouvés dans les rues, dans les rigoles et caniveaux etc. Des attaques à mains armées sont enregistrées, auparavant dans les quartiers dits contestataires, mais depuis Aout, presque tous les quartiers de Bujumbura se retrouvent dans cette impasse d'attaques y compris les quartiers aisés comme Rohero et Kiriri habités en grande partie par des expatriés et diplomates.

Comme réponse à tous ces cas de violences, la CRB a mis en place des équipes de secouristes brigadiers d'urgence dans trois zones (Nord, Centre et Sud de la capitale).

L'accès aux victimes n'était pas toujours facile pour les volontaires, mais en usant les principes fondamentaux du Mouvement, l'Accès Plus Sur, le code de conduite pendant les opérations d'urgence malgré qu'il fût encore considéré comme non encore validé par les instances habilitées, les secouristes ont pu sauver les vies des centaines de blessés depuis le Mois d'Avril.

Les secouristes travaillaient depuis 6h du matin surtout pour la prise en charge des victimes blessées les évacuer jusqu'à 18h pour être enfin relayés pendant la nuit ou par les services de la protection civile.

Un gap qui se fait remarquer souvent pendant les opérations de secours est la gestion des dépouilles mortelles. Bien que certains volontaires et staffs aient suivi une formation poussée sur la gestion des dépouilles mortelles, cette tâche est réservée aux services de la protection civile et de l'administration municipale. Cependant, la CRB a géré certains de ces cas jugés d'extrême nécessité parce qu'il y avait des cadavres qui se trouvaient dans les endroits où la police ne pouvait pas accéder. En collaboration avec l'administration, la CRB gérait l'évacuation de ces corps moyennant la présentation d'une demande de réquisition d'expertise médicale établie après constat par l'Officier de Police Judiciaire (OPJ) ou l'administrateur communal. Après les volontaires procédaient à la pulvérisation de ces endroits pour éviter d'éventuelles épidémies qui peuvent suivre ces incidents.

BILAN DES ACTIVITES

Activités mises en place		Moyens mobilisés	
		RH (nombre de staff, volontaires)	LOG (véhicule, matériel des stocks, etc.)
Secteur			
DM			
Premiers secours	Assistance en PS aux blessés victimes des affrontements entre les manifestants et forces de l'ordre dans 5 Branches (Mairie de Bujumbura, Bujumbura Rural, Mwaro, Bururi et Makamba)	<p>Mairie : 8 staff et 78 volontaires (dans 13/13 communes avec situation très tendue dans 11/13 communes);</p> <p>Bujumbura Rural : 2 staff et 63 volontaires (dans 9/11 communes) ;</p> <p>Mwaro : 2 staff et 80 volontaires (dans 4/5 communes) ;</p> <p>Makamba : 3 staff et 63 volontaires dans 3/9 communes)</p> <p>Bururi : 2 staff et 88 volontaires (dans 8/9 communes)</p>	kits PS dans chaque commune (soit 37 kits); un véhicule dans chaque Branche et 1 véhicule par zone dans Bujumbura Mairie (3 véhicules de coordination) soit un total de 8 véhicules
Relief	Distribution NFIs pour les ménages de Ngagara	10	2 véhicules, couvertures, pagnes, kits cuisine, sceau, jerrican, gobelet, moustiquaires.
coordination	Opérationnalisation de la cellule de coordination et de Gestion des opérations présidée par le SG et coprésidé par le HoD CICR	2 staff	

Santé			
	Distribution des Kits de dignité.	2 staff et 10 volontaires	1 camionnette et 1 jeep ; 4195 sur les 5000 pré positionnés (5 serviettes hygiéniques lavables, 1 sceau, 6 savons, 3 casseroles, 1 pagne et 1 T shirt)
	Distribution des kits d'accouchement hygiénique ;	2 staff et 10 volontaires	1 camion, 1 camionnette et 1 jeep ; 900 kits (2 tissus de gaze stérile, 1 lame de bistouri à usage unique, 2 fils à ligaturer, 1 savon antiseptique, 1 bande ombilicale, 1 paire de gants stériles)
	Distribution de préservatifs.	2 staff et 10 volontaires pour le pré positionnement au site de distribution,	34560 préservatifs mis à la disposition des bénéficiaires.
Wash			
	Installation de 2 bladders au Centre de traitement du choléra à Nyanza Lac (Kabonga et Nyanza Lac).	8 staff et 35 volontaires ont participé à cette activité.	60 malades déjà enregistrés dans les centres de traitement et le staff utilisent l'eau de ces bladders.
	Distribution des kits d'hygiène à Nyanza Lac (site de transit des réfugiés vers la Tanzanie).	10 volontaires et deux superviseurs.	1 carton de comprimés d'acquatabs, 168 pièces de savon et 4kg omo, 8 pagnes, 6 couvercles, 14 gobelet, 16 seaux de 10 litres
	Installation des latrines au Centre de traitement du Choléra à Nyanza Lac	8 staff et 35 volontaires ont participé à cette	60 malades déjà enregistrés dans les centres de traitement

	(Kabonga et Nyanza Lac).	activité.	et le staff utilisent l'eau de ces latrines.
	Pulvérisation de 4140 ménages à risque des maladies ou ayant connus des cas à Nyanza-lac (collines mvugo, mugerama, rangi, kabonga).	2 équipes de 20 volontaires chacune soit 40 volontaires ; 3 staff pour la supervision ; 1 fût de chlore.	Chlore, pulvérisateur, matériel de protection (gant, masques) .
Com Ben			
	Confection et distribution de 85 dépliant sur les principes fondamentaux à l'endroit des volontaires dans 8 provinces à haut risque	2 staff et 8 volontaires	

Soutien reçu de partenaires (au sein ou en dehors du mouvement CR):

Les partenaires du Mouvement et non Mouvement ont contribué à la mise en œuvre des activités de préparation et réponse au plan de contingence. Ainsi donc, à coté du CICR, les Sociétés Nationales suivantes ont contribué financièrement et techniquement : Croix-Rouge Néerlandaise, Croix-Rouge Belgique Francophone, Croix-Rouge Luxembourgeoise, la Croix-Rouge Finlandaise. Leurs contributions ont permis de renforcer les capacités des volontaires et structures de la CRB à la réponse aux urgences diverses particulièrement celles liées aux violences électorales. Soulignons enfin que la Fédération Internationale a fourni l'assistance technique (formation, mobilisation des moyens, gestion du programme d'urgence).

D'autres partenaires non Mouvement ont également contribué financièrement et techniquement à la mise en œuvre des activités de préparation et/ou de réponse au Plan de Contingence élections 2015.

Il s'agit entre autres de l'UNICEF qui a contribué au renforcement des capacités des volontaires et structures (formation sur la protection de l'enfance en situation d'urgence, mobilisation des moyens pour le domaine Wash en situation d'urgence), UNFPA qui a contribué au renforcement des capacités des volontaires et structures pour la prise en charge des victimes des violences basées sur le genre (formation des volontaires et staff, formation des acteurs humanitaires sur le dispositif minimum d'urgence, pré positionnement et distribution des kits de dignité et kit d'accouchement hygiénique). Le PAM en collaboration avec la CRB a distribué des vivres aux ménages ayant fui leurs quartiers dans la commune Kanyosha (Ruziba et Busoro).

NOMBRE TOTAL DE VICTIMES ASSISTEES

Domaine	Nombre de victimes assistées
Premiers secours	Bilan 652 personnes assistées : 474 cas évacués vers les FOSA et 178 cas pris en charge sur place « SitRep du 24/08/2015 ».
Santé	900 personnes (femmes visiblement enceintes) pour les kits d'accouchement hygiénique), 4195 kits de dignité (5 serviettes hygiéniques lavables, 1 sceau, 6 savons, 3 casseroles, 1 pagne et 1 T shirt) ; le reste des préservatifs parmi les 34560 préservatifs masculins.
Shelter	0
NFIs	11 ménages ont reçu des kits de cuisine et des couvertures.
WASH	600 ménages qui ont reçu des acquatabs et autres kits d'hygiène dans le site de transit des réfugiés en Tanzanie du coté de Nyanza Lac ; 4140 ménages désinfectés au chlore pour la prévention du choléra à Nyanza Lac (collines Mvugo, Mugerama, Rang, Kabonga). 60 malades transités dans les CTC à Nyanza Lac.

COORDINATION

Partenaires	Décrire les points de collaboration
Hôpitaux de référence	<p>Prise en charge médicale des victimes évacuées par la CRB.</p> <p>Pour le suivi, MSF faisait le suivi des victimes qui étaient directement hospitalisés en collaboration avec la CRB qui avait mis des registres d'enregistrement dans tous ces hôpitaux</p> <p>CARITAS faisait de même pour les victimes ayant besoin des soins ambulatoires</p> <p>Tous les hôpitaux publics étaient considérés comme hôpitaux de référence (Prince Régent Charles, Clinique Prince Louis Rwagasore, Hôpital Militaire, Clinique Hospitalo-</p>

	<p>Universitaire de Kamenge) + un centre médical privé CCMR pour les cas qui nécessitaient des radiographies.</p> <p>Pour le cas des victimes qui nécessitaient un scanner, la CRB organisait le transport jusqu'à Karusi tandis que MSF payait la facture.</p> <p>Depuis le 26 avril 2015, MSF a créé un Centre Médical (Centre Médical Arche Médical de Kigobe).</p>
MSF	Un contrat de prestation de soins a été signé entre 4 hôpitaux et une clinique privée. Les blessés hospitalisés sont soignés et les factures sont payées via MSF. Avec le désengagement de CARITAS en fin juin 2015, MSF à travers son centre médical de Kigobe, s'occupe entièrement de la prise en charge médicale de tous les cas évacués par les volontaires de la CRB.,
Caritas	Payment des factures pour les blessés ambulatoires.
UNFPA	Appui technique dans le cadre de la prise en charge des victimes de VSBG et dans le domaine de la Santé sexuelle et reproductive.
UNICEF	Protection de l'Enfance, WASH en urgence, distribution Kits d'hygiène
PAM	Distribution des vivres
Plate forme nationale de réduction des RRC	Coordination, évaluation des impacts, organisation de la réponse en fonction des résultats
OIM	Suivi des mouvements de populations
Partenaires Mouvement	Appui technique et financier dans toutes les phases du PCE, mobilisation des ressources
Health Net TPO	Support psychosocial des staffs et volontaires engagés dans les opérations.

Bilan financier/partenaire (préparation et réponse)

Partenaires	BUDGET PCE	FONDS RECUS EN BIF	TOTAL RECU (CHF)	DEPENSES BIF	DEPENSES (CHF)	SOLDE BIF	SOLDE CHF	Taux
CRBEL	1 189 998 300	27 763 500	16 742	27 722 575	16 717	40 925	25	100%
CR Fin		33 283 246	20 070	33 224 915	20 035	58 331	35	100%
CRLux		116 882 083	70 482	112 022 864	67 551	4 859 219	2 930	96%
CR Espagnole		51 108 943	30 819	43 109 400	25 996	7 999 543	4 824	84%
CR NL		355 910 623	214 619	355 483 538	214 362	427 085	258	100%
CR NL (reçu en nature)		68 208 267	41 131	68 208 267	41 131	0	0	100%
FNUAP		62 111 600	37 454	61 438 800	37 048	672 800	406	99%
CICR		33 630 400	20 280	43 867 654	26 453	-10 237 254	-6 173	130%
TOTAL			748 898 662	451 597	745 078 013	449 293	3 820 649	2 304

NB :

Le CICR a autorisé le dépassement sur les activités qu'il finance raison pour laquelle le taux d'exécution est très élevé.

Le taux de change est le suivant : 1 CHF= 1658,3355BIF

LES CHALLENGES

Le premier défi est lié à la prise en charge médicale pour les victimes nécessitant un transfert à l'étranger. De plus, bien que la CRB ait accès aux hôpitaux de référence pour les cas évacués, cela n'a pas été le cas à l'intérieur du pays où les cas évacués devraient se payer les soins alors que leurs capacités financières sont limitées.

Même à Bujumbura, l'accès aux victimes n'a pas été toujours facilité par les forces de l'ordre surtout si certains de leurs collègues sont blessés ou morts pendant les incidents de ces violences (cas du 1^{er} Juillet à Mutakura, Musaga et Ngagara). De plus, la protection civile était des fois incapable d'accéder aux blessés survenus la nuit, ces derniers devaient attendre la journée pour être évacués par la CRB activité seulement la journée.

L'incapacité d'accueil et technique des hôpitaux publics qui des fois nous obligeait d'aller d'une structure sanitaire à l'autre pour la prise en charge des victimes. Ce défi a poussé MSF à décider finalement à mettre en place leur propre clinique où la CRB évacuait tous les blessés des violences depuis le Mois d'Aout 2015.

L'épidémie de choléra qui sévissait dans le sud du pays était un autre défi malgré que la tendance pour différents acteurs fût de dire que la situation est maîtrisée. Suite aux mouvements transfrontaliers les contaminations se sont multipliées mais les volontaires de la CRB en collaboration avec les FOSA ont pu gérer et référer les cas dans les deux CTC qui étaient érigées à Nyanza Lac.

La gestion des biens des réfugiés a été aussi autre domaine qui nécessite une attention particulière. La CRB a lancé une campagne de protection des biens des réfugiés mais si tout le monde ne fédère pas à cette campagne, il sera difficile d'avoir les résultats escomptés.

Enfin, l'insécurité dans certains coins limitait l'accès aux cas nécessitant les soins ou l'évacuation vers les formations sanitaires.

Bien que le Plan de Contingence Election ait été clôturé, il se manifestait toujours des cas nécessitant une assistance humanitaire entre autre les blessés, la gestion des dépouilles mortelles, la réinsertion des rapatriés et/ou les retournés, etc. La SN devrait rester attentive, son réseau de volontaires mobilisés de même que les partenaires.

LES SUCCES

Malgré l'inaccessibilité aux blessés soulevés un peu haut, d'une manière générale, les volontaires ont eu accès aux victimes survenus la journée. Un numéro de téléphone a été communiqué au public et chaque fois qu'il survenait un cas nécessitant une assistance, un appel était donné à la CRB afin d'organiser l'assistance.

Un plan de communication conjoint entre la CRB, le CICR et la FICR a été élaboré et validé (fréquence de communication, message adapté à donner, responsabilité, etc). Ce plan a permis de cadrer toutes les communications faites en rapport et pendant la période de mise en œuvre du PCE.

La mobilisation des ressources pour le PCE a été un succès. En effet, depuis son lancement en janvier 2015, le service de MR de la CRB a été activé et presque toutes les activités du PCE ont été financées. Le réajustement du plan de réponse en mai 2015 en tenant compte de la situation qui prévalait a permis d'anticiper et se focaliser beaucoup plus sur les Branches à haut risque (pour la réponse) mais à continuer la préparation dans tout le pays.

L'autonomisation progressive des structures décentralisées de la CRB a permis de poursuivre les activités des autres programmes sans attendre l'intervention du Siège. En effet, bien que le siège se concentrait beaucoup plus à la mise en œuvre du PCE alors que les autres programmes devraient continuer, le niveau opérationnel s'est montré être à la hauteur.

La mise en œuvre des activités du PCE a renforcé la visibilité de la CRB en tant qu'acteur humanitaire. Chaque semaine, tous les acteurs humanitaires se réunissaient au sein et sous la coordination de la CRB pour évaluer les réalisations et fixer les priorités. Les notions théoriques acquises (Accès Plus Sûr, Gestion des dépouilles mortelles, etc), le respect des PF du Mouvement CR/CR ont permis aux volontaires et staff de confronter la théorie et la pratique qui, les deux dernières, ne sont pas identiques mais plutôt complémentaires.